



Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis pour faire le bilan de la rentrée dans le département

Alors que confiance et bienveillance sont avancées par le ministre comme des leitmotiv de cette rentrée scolaire, le Sgen-CFDT constate que cela ne fonctionne pas.

- A cause des suppressions de postes d'enseignants et d' administratifs. Le recours massif aux heures supplémentaires n'est pas la solution, l'académie étant au-dessus du % national dans ce domaine. Le personnel administratif a été sollicité dans le département en dehors des heures hebdomadaires pour assurer des conditions de rentrée correctes.

- A cause des réformes des lycées,voies générale et professionnelle qui provoquent des épuisements prématurés et des chamboule-tout organisationnels peu négociés en amont suite à l'impréparation et du choix de la marche forcée dans la mise en œuvre malgré les signaux d'alerte des organisations syndicales.

- A cause de l'isolement des personnels, notamment des directeurs-trices d'école. Le début de concertation qui n'aurait pas eu lieu sans hélas, le drame de Pantin apporte quelques mesures immédiates comme de la décharge supplémentaire et le moratoire des enquêtes mais à quand la mise en place effective au niveau local (enquêtes continuant à être demandées, sollicitations hors temps scolaire). Cela est loin de répondre aux enjeux de la direction, le nombre de tâches à assumer étant tellement important et varié.

- A cause de la non prise en compte dans les effectifs des élèves d'ULIS dans les établissements qui limite de fait le temps d'inclusion en classe et la difficulté d'accessibilité aux lieux et aux savoirs des élèves relevant d'une reconnaissance de handicap...De même pour les élèves allophones face auxquels de nombreux collègues se sentent démunis sans dispositif mis en place.

- A cause d'un certain manque d'humanité dans la gestion des personnels et notamment des plus précaires comme les AESH : contrats signés en retard, ou et/modifiés sans négociation, retards dans les paiements de salaires, emplois du temps partagés entre plusieurs élèves avec toutes les difficultés que cela implique.

Tout cela entraîne à la fois, une lassitude grandissante et le sentiment de n'être ni entendus, ni écoutés.

Pour le Sgen-CFDT, une politique publique d'éducation doit pouvoir être co-déterminée avec les personnels qui ont à la mettre en œuvre. C'est la condition essentielle de sa cohérence et de son efficacité. Rappelons pour la énième fois que la majorité des personnels concernés sont des cadres A et qu'ils devraient donc avoir une autonomie décisionnelle. Il est peu de dire que cette démarche n'est pas celle adoptée par le ministère depuis son installation. La communication sur les annonces précède la négociation, la verticalité prime sur le dialogue social ce que nous pouvons qualifier de déni du professionnalisme des personnels. Ce type de management désastreux s'est fait ressentir cruellement au niveau local avec les événements récents et conduit à un environnement général délétère.

Concernant l'orientation, dans notre Académie et notre département, le bilan présenté laisse entrevoir que l'affectation s'est déroulée de façon efficiente. Néanmoins de nombreux élèves post 3ème restent sans solution de scolarisation et cela en supprimant des postes à la MLDS. Dans le même temps, l'évolution de la carte des formations initiales ne propose ni augmentation sensible de capacité, ni de nouvelles formations pouvant répondre à ce public. La diminution des capacités d'accueil en Gestion-Administration, déjà engagée l'année dernière et qui doit continuer dans les années à venir, repose les questions de la scolarisation des élèves qui choisissent cette filière (souvent des jeunes filles et souvent par manque de mobilité) et du devenir des enseignants de GA.

Enfin, le Sgen-CFDT avec la CFDT s'est engagé dans les discussions sur la réforme des retraites défendant un système par répartition par points et non par annuités pour gommer les imperfections du système actuel (pénalisation des polypensionnés, des déroulés de carrière plats, des femmes, des contractuels) mais dans le sens d'une amélioration et non d'une logique comptable. Nous l'avons dit à plusieurs reprises, la réforme des retraites en cours de construction ne sera acceptable pour les personnels de l'Éducation nationale, notamment celles et ceux qui perçoivent peu de primes, que si le gouvernement finance les compensations nécessaires via une revalorisation salariale. La concertation se poursuit et il est donc indispensable qu'elle permette de donner rapidement des perspectives aux personnels mais pour le moment, le flou et les déclarations contradictoires priment. La déclaration du 1er ministre évoquant un allongement de la durée de cotisation est une ligne rouge. C'est pourquoi le Sgen-CFDT Poitou-Charentes a décidé d'appeler à la grève le 5 décembre.

Merci de votre écoute,

Pour le Sgen-CFDT,

B MARTIN